

C'est pas parce que je suis pauvre que je vais me priver



L'ANARCHIE

Vers



L'anarchisme est une branche du socialisme/communisme

qui considère que l'État ne fait pas partie des solutions, mais du problème. Les anarchistes sont contre l'État en même temps qu'ils sont contre le capitalisme. Tandis que les marxistes sont généralement partisans d'une « période de transition » (c'est-à-dire une dictature du prolétariat et une prise de commande de l'appareil d'État dans le but d'imposer le communisme), les anarchistes combattent dès aujourd'hui aussi bien le capitalisme que l'État. Ils cherchent à établir le communisme, l'égalité économique et sociale, et veulent socialiser les moyens de production. Ils professent que pour cela l'État n'est pas un outil « neutre » que l'on pourrait employer pour atteindre cet objectif, mais intrinsèquement un instrument de la classe bourgeoise. Le communisme ne peut être obtenu par une dictature, fût-ce celle du prolétariat. C'est ainsi que le but des anarchistes est généralement qualifié de « communisme libertaire », ce qui les distingue du « communisme autoritaire » des léninistes. Dans cette société socialiste future, les communautés humaines seraient organisées de façon fédéraliste, du bas vers le haut, ne déléguant à un échelon supérieur leur pouvoir que si nécessaire.

Les anarchistes ne sont pas structurés en partis. Il existe -et a existé, au fil de la longue histoire du mouvement anarchiste- une multitude de groupes, collectifs, associations, syndicats, fédérations, revues, maisons d'édition se revendiquant de l'anarchisme. Cette profusion amène également une large variété d'analyses, de stratégies, de tactiques et de moyens d'actions. On distingue donc plusieurs tendances au sein de l'anarchisme, telles que l'anarcho-syndicalisme, qui théorise l'implication sur les lieux de travail, ou l'insurrectionnalisme qui promeut l'implication dans les mouvements sociaux et l'organisation informelle et affinitaire. Mais il y en a bien d'autres, on peut difficilement résumer l'anarchisme en quelques lignes.

Dans sa diversité, l'anarchisme offre des pistes pour une autre façon de faire de la politique. Car ce qu'on peut retenir de l'anarchisme, c'est le refus de séparer la fin des moyens.

Nicolas Bonanni

La grève générale marque, d'abord et avant tout, la cessation de la production, l'arrêt du travail, en régime capitaliste.

Cela veut dire que les ouvriers, puis les paysans, doivent simultanément abandonner le travail ? Ceci implique-t-il qu'ils doivent quitter le lieu du travail, l'abandonner aux patrons ? Non. A l'encontre de ce qui se passe généralement en cas de grève, les ouvriers devront, en même temps qu'ils cesseront le travail, occuper le lieu de production, en chasser le patron, l'exproprier et s'approprier à remettre en marche l'appareil arrêté, mais au compte de la révolution.

La cessation du travail, l'arrêt de la production n'ont donc pour but que d'exproprier les possédants capitalistes et de prendre en mains les instruments de production et d'échange, en même temps qu'on se débarrassera du pouvoir étatique.

De la durée de cet arrêt dépendra, tout l'avenir du mouvement révolutionnaire. Il conviendra donc :

1°) De réduire le temps d'arrêt au strict minimum ; 2°) De reprendre, aussi rapidement et aussi complètement que possible, les échanges entre les villes et les campagnes, et vice-versa.

Il ne faudra pas renouveler les expériences passées, perdre son temps à fêter la victoire. Il faudra l'organiser et immédiatement.

encyclopedie-anarchiste.xyz





« Le syndicalisme, c'est le mouvement de la classe ouvrière en marche vers son affranchissement total par la suppression du salariat. »

« ... Le mouvement », c'est-à-dire l'action, quelque chose comme la vie qui ne s'arrête jamais, quelque chose d'essentiellement actif ; « le mouvement » voilà le caractère du syndicalisme.

Mais, mouvement de qui ? Mouvement « de la classe ouvrière ». C'est un mouvement dont les éléments constitutifs nous sont nettement indiqués. Ils sont définis et limités. C'est le mouvement de la classe ouvrière, par conséquent, dirigé contre ceux qui ne font pas partie de cette classe. C'est le mouvement des travailleurs, des prolétaires, des salariés, de cette sorte de groupement naturel, instinctif, dont je parlais tout à l'heure, et qui n'admet dans son sein que les hommes et les femmes appartenant pour ainsi dire à la même famille, la famille des exploités. C'est donc un mouvement de classe, le mouvement de la classe ouvrière, en opposition avec la classe capitaliste.

Je continue : « ... En marche vers son émancipation totale, vers son affranchissement total ». « Émancipation ? », « Affranchissement ? » Mais si la classe ouvrière est en marche vers son émancipation, c'est qu'elle n'est pas émancipée. Si elle est en marche vers son affranchissement, c'est qu'elle n'est pas affranchie. Et si elle n'est ni émancipée, ni affranchie, c'est qu'elle est esclave. Elle est en état d'esclavage, non plus sous la force inhumaine de cet esclavage antique qui faisait de l'esclave le bien et la chose de son maître, ni sous cette forme adoucie du servage qui attachait le serf à la glèbe, mais sous la forme détournée, hypocrite du salariat qui semble laisser libre le salarié, mais qui le condamne cependant au travail forcé, parce qu'il ne peut vivre qu'à condition de manger, qu'il ne peut manger qu'à condition de travailler, et qu'il ne peut travailler qu'à condition de trouver un maître qui l'emploie.

« Émancipation totale », ai-je dit. Il ne s'agit pas, en effet, d'émanciper seulement une aristocratie ouvrière,

une minorité de travailleurs, mais la totalité des travailleurs ; pas davantage, il ne s'agit d'une libération partielle ou incomplète, mais d'un affranchissement intégral, absolu, total.

Et enfin : « Par la suppression du salariat. » Quel est le moyen pour le travail de se racheter, de se libérer ? C'est de supprimer le salariat, et par conséquent aussi le patronat. L'un n'est que la conséquence de l'autre. Ainsi le mouvement syndical apparaît comme nettement révolutionnaire. Peut-on trouver une conception économique plus révolutionnaire que celle de la suppression du salariat ? Non, puisque toute l'organisation économique actuelle repose sur le profit illicite, et j'entends par là injuste, que le patron prélève sur le travail de l'ouvrier qu'il ne paye pas suffisamment.

Je ne dis pas que la suppression du salariat soit tout le problème et toute la révolution, il n'est pas moins vrai que cette suppression du salariat et du patronat est la base même, l'assise indispensable d'un mouvement de révolution, et de révolution digne de ce nom.

Alors, nous nous trouvons en présence et en possession d'une définition complète, claire, exacte : « Le syndicalisme, c'est le mouvement de la classe ouvrière en marche vers son émancipation totale par la suppression du salariat. »

« Le mouvement », voilà le caractère, « De la classe ouvrière », voilà l'élément constitutif. « Vers son émancipation totale », voilà le but. « Par la suppression du salariat », voilà le moyen.

En résumé, le syndicalisme est donc une action engagée sur le terrain de la lutte des classes, une action qui doit être directe, parce que les ouvriers doivent trouver en eux-mêmes la force qui les inspire et les anime, et ne doivent pas rechercher ailleurs l'appui qu'ils doivent trouver dans leurs seuls moyens. Enfin, c'est un mouvement de révolution puisqu'il a pour objet de mettre fin au régime présent dont sont bénéficiaires les capitalistes.

Sébastien Faure, 25 Janvier 1921



**Nous sommes les persécutés
De tous les temps et de toutes les
races;
Toujours nous fûmes exploités
Par les tyrans et les rapaces.
Mais nous ne voulons plus fléchir
Sous le joug qui courba nos pères,
Car nous voulons nous affranchir
De ce qui cause nos misères**

**Église, parlement, capitalisme, état,
magistrature,
Patrons et gouvernants,
Libérons-nous de cette pourriture.
Pressant est notre appel,
Donnons l'assaut au monde autoritaire,
Et d'un coeur fraternel,
Nous réaliserons l'idéal libertaire!**

**Ouvriers ou bien paysans,
Travailleurs de la terre ou de l'usine,
Nous sommes, dès nos jeunes ans,
Réduits au labeur qui nous mine.
D'un bout du monde à l'autre bout,
C'est nous qui créons l'abondance;
C'est nous tous qui produisons
Et nous vivons dans l'indigence.**

**Église, parlement, capitalisme, état,
magistrature,
Patrons et gouvernants,
Libérons-nous de cette pourriture.
Pressant est notre appel,
Donnons l'assaut au monde autoritaire,
Et d'un coeur fraternel,
Nous réaliserons l'idéal libertaire!**



Le bordel?

Aussi loin que je me rappelle j'ai toujours aimé faire chier le monde



C'EST NOUS QUI TRAVAILLONS, C'EST NOUS QUI DÉCIDONS.

Le travail peut être épanouissant... mais pas dans notre type de société !

Le travail, quand il ne tue pas, est mal payé. Le travail, quand il est utile à la société, est mal considéré. Le travail ne donne plus sens à la vie. Le rythme, la cadence et l'organisation du travail sont tels que la souffrance morale fait souvent concurrence à la souffrance physique. Certains travailleurs meurent à petit feu.

De fait, les gens n'ont jamais eu autant besoin de protection sociale, de sécurité sociale. Les individus peuvent (pouvaient) compter sur la sécurité sociale et l'assurance chômage pour obtenir des revenus de remplacement pendant la maladie, l'accident, la maternité, le handicap, la retraite, le chômage.

La protection sociale a été fondée sur de grandes ambitions portées par la lutte de classe, garantir aux individus une protection contre tous les risques de la vie. Les ordonnances de 1945 sont particulièrement claires : « **La sécurité sociale est la garantie donnée à chacun qu'en toutes circonstances il disposera des moyens nécessaires pour assurer sa subsistance et celle de sa famille dans des conditions décentes.** » Elle fonctionne sur un principe de solidarité, chacun participant à son financement selon ses moyens.

Les systèmes mis en place sont gérés par les salariés et les patrons, représentés par leurs organisations syndicales.

Or, le patronat et les détenteurs de capitaux ne cherchent qu'à engendrer toujours plus de profits et donc, à capter la plupart, voire toutes les richesses.

Aussi très rapidement le système de protection sociale va être dégradé, principalement par la résistance du patronat à l'effort de cotisations.

En effet, il n'y a pas de petites économies pour le patronat qui est de plus en plus décomplexé. La course aux profits entraîne la course à la compétitivité et son lot de (ré)organisations du travail. Il n'est jamais question de redistribution des richesses produites, sauf quelques miettes obtenues par de fortes luttes. Les salariés vendant leur force de travail ont toujours été exploités mais sont de plus en plus épuisés, isolés, précarisés et appauvris.

Le gouvernement, bras armé du patronat, fait payer la crise, les crises, leurs crises aux seuls salariés. Seul le mouvement social peut engager et renverser le rapport de forces.



La vie est trop courte pour laisser les médiocres s'épanouir



Mais... osons aller plus loin.

Est-ce suffisant de se battre pour préserver nos acquis, ne devrait-on pas plutôt se battre pour des conquies ?

Mieux encore, n'est-il pas temps de tirer les leçons sur les 78 années de système de protection sociale : Que garde t-on ? Que rectifie-t-on ? Qu'ajoute t-on ?

Sans doute, nous conserverions les ambitions qui ont donné naissance à ce système de protection sociale. Nous voulons tous être assurés contre les risques de la vie. **Vivre en société c'est partager.**

Un système de protection sociale ambitieux pourrait être un système qui permettrait aux individus de décider quand ils partent en retraite (tôt ou tard), de décider de revenir au travail s'ils changent d'avis. Un système de protection sociale ambitieux pourrait être un système qui réduit les inégalités entre les hommes et les femmes mais aussi entre ceux qui vivent plus longtemps ou moins longtemps.

S'agissant de la gestion du système, la copie est à revoir. Il apparaît impossible de gérer -correctement et honnêtement- le système de protection sociale avec le patronat. Il exploite et accapare les richesses. Le bilan de cette cogestion pendant plus de 75 ans ne peut pas nous permettre de constater que les salariés sont gagnants. Ils sont survivants.

Pour être gagnant et en sécurité, la protection sociale doit être gérée par les producteurs eux-mêmes, ceux-là même qui ont des intérêts communs à ce que le système fonctionne de façon égalitaire et cohérente, ceux-là même qui veulent redonner sens à la formule « chacun cotise selon ses moyens et chacun reçoit selon ses besoins ».

C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons. Maintenant.

Osons aller encore plus loin.

Avec un système global, autonome et efficace, donc crédible, de protection sociale, basé sur un projet social pertinent fondé sur l'égalité sociale et économique des êtres, l'équité et la solidarité, nous pourrions nourrir une volonté plus forte, plus profonde d'un changement radical de société : l'abolition du capitalisme et de ses bras armés que sont l'exploitation et la domination. La création d'une société sans classe et sans État, une société qui socialise ses moyens de productions, qui socialise ses richesses, qui mutualise ses investissements et sa recherche d'amélioration permanente des conditions de vie et de société.

Rêvons à des jours meilleurs. Nous le méritons.

Céline (La sociale)

Librairie La commune
Rennes

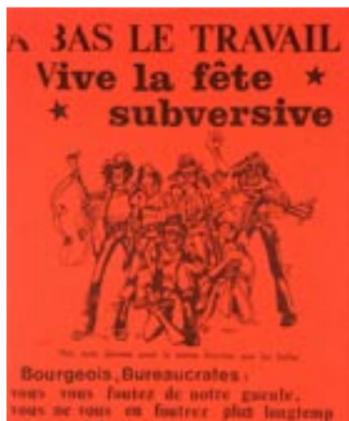




Des liens et de l'entraide



Un jour j'ai arrêté de bosser



et ma tête s'est remise à marcher



Cette terre



où convergent les luttes

Les anars pourront-ils faire la révolution tout seuls ? Pas évident... A l'inverse, une révolution sociale peut-elle être viable sans leur participation ? Pas sûr... Une chose est certaine cependant, si le monde de la production agricole et celui des salariés consommateurs restent étranger l'un à l'autre, l'agro industrie, la grande distribution et l'économie capitaliste en général ont un avenir radieux devant elles.

Le constat est sans appel : le trio infernal État- complexe agro- alimentaire et syndicalisme mafieu de la FNSEA ont œuvré main dans la main pour faire passer entre 1960 et 2020 le nombre d'exploitants agricoles de plus de quatre millions à moins de 400 000. Pire, il n'a pas été capable d'assurer à tous l'accès à une alimentation saine et de qualité.

Face à eux, les modèles alternatifs n'ont pas pesé lourd. Comment l'auraient-ils pu ? La répression d'État (on pense à la mort de Rémy Fraisse) et la formidable puissance de feu financière des Lactalis et autres Bayer arrivent à bout de pas mal de résistances. Si on ajoute l'évolution du syndicalisme paysan minoritaire qui est passé de la défense du travailleur paysan à la défense d'un modèle d'agriculture paysanne, idéologiquement moins disruptif, on comprend que le rouleau compresseur continue à avancer sans peine...

Et la prochaine étape est celle de la green start up nation d'une agriculture sans agriculteurs, de terres productrices... d'énergie, le tout baignant dans l'hyperconnectivité sauce 5G, et dans le vrombissement des drones, ça fait rêver !

Mais ça branle dans le manche, des agronomes frais émoulus de leurs instituts refusent de travailler pour les fossoyeurs de paysans, des associations comme Terre de liens aident à l'installation de néo-ruraux, et la coopérative l'Atelier paysan forme à l'autonomie technologique, pour reprendre la terre aux machines, pour repolitiser la question agricole. Leur analyse a de quoi séduire les anarchistes : on ne peut saper les bases de l'agro industrie capitaliste que par l'installation massive de néo paysans (10% de la population, pour que les travailleurs ne croulent pas sous le labeur), et par la création d'une Sécurité Sociale Alimentaire, qui assurerait à tous l'accès à une alimentation suffisante en quantité et satisfaisante en qualité, et permettrait aux producteurs de tirer un revenu de leur travail.

On rajoutera, parce que ça va mieux en le disant, que tout cela ne se fera qu'avec le consentement bienveillant des possédants, et qu'il faudra un processus révolutionnaire d'expropriation des terres pour qu'une organisation fédérale se lance dans le vaste chantier d'une redistribution agraire, selon un principe cher aux anarchistes : abolir la propriété privée des moyens de production, faire renaître les communes, mettre en lien direct producteurs et consommateurs.

Didier, La Sociale, Rennes

(NDLR : le 7 janvier 2023, le groupe La Sociale de Rennes recevait un militant de la coopérative L'atelier paysan. Cette intervention d'une rare qualité a inspiré le texte qui suit, elle est visible en cliquant sur le lien <https://www.youtube.com/watch?v=wFQ31auDojQ>)



La sociale (Rennes)
Le ferment (Centre Bretagne),



Solution: Les citations du n°5 sont issues de Le bureau des sabotages de Frank Herbert, Serge a gagné 50 exemplaires de VLAN 5